

**Assemblée générale du 24 mai 2022**  
**Réponses du Conseil d'administration aux questions écrites d'actionnaires posées en**  
**application de l'article L225-108 du Code de commerce**

Cinq actionnaires ont adressé, dans les délais légaux, des questions écrites auxquelles étaient jointes les attestations de détention de titres fournies par les établissements teneurs de comptes.

<b>PREMIER ACTIONNAIRE</b>
----------------------------

Un premier actionnaire, le Forum pour l'Investissement responsable (FIR), a posé 10 questions à la Société.

a) la politique environnementale du Groupe

**Q1. Vous êtes-vous engagés explicitement à aligner vos revenus et vos investissements (CAPEX/OPEX/R&D/fusions-acquisitions...) avec l'objectif de l'Accord de Paris qui vise un réchauffement limité à 1,5 °C ? Comment vous assurez-vous que ces revenus et investissements respectent cet objectif (merci de décrire les méthodologies utilisées) ? Quels sont les principaux plans d'actions et, le cas échéant, les montants d'investissement associés mis en place pour atteindre cet objectif à horizon court, moyen et long termes ?**

Réponse :

Le Groupe Crédit Agricole s'est engagé dans plusieurs coalitions ambitieuses dans une démarche collective des Etats et des entreprises vers le "Net Zero 2050". Cette démarche représente un jalon décisif sur la trajectoire à suivre au niveau mondial afin que le réchauffement planétaire ne dépasse pas 1,5 °C à l'horizon 2100. Cette trajectoire est celle d'une réduction progressive, mais constante et massive, des émissions de gaz à effet de serre jusqu'en 2050, année du point d'équilibre entre les émissions émises et les émissions absorbées par les puits de carbone naturels ou technologiques.

Le Groupe Crédit Agricole et ses différentes entités ont ainsi décidé de rejoindre, courant 2021, trois coalitions d'institutions financières engagées à la neutralité carbone 2050 : la Net Zero Banking Alliance pour les métiers de la banque, la Net Zero Asset-Managers Initiative pour son métier de gestion d'actifs piloté par Amundi, la Net Zero Asset Owner Alliance pour Crédit Agricole Assurances. Ces engagements viennent renforcer le précédent engagement pris dès 2016 de rejoindre SBTi et de se plier aux exigences concernant les institutions financières dès que celles-ci seraient établies (ce qui fut le cas en octobre 2020, impliquant une soumission des cibles et trajectoires d'atteinte de la neutralité carbone pour le Crédit Agricole en fin d'année 2022).

Si chacune des coalitions implique des engagements propres à chaque métier, certaines exigences forment un socle commun : **fixation d'objectifs à la fois long (2050) et court-moyen terme (2025, 2030), avec des jalons intermédiaires, établissement d'une année de référence pour la mesure annuelle des émissions, choix d'un scénario d'atteinte de la neutralité carbone exigeant et reconnu par la science, validation des objectifs et trajectoires par les plus hautes instances de gouvernance...**

Dans ce contexte, le Groupe Crédit Agricole a décidé de se doter de moyens significatifs pour définir

des objectifs et des trajectoires alignées sur un scénario net zéro qui seront dévoilés fin 2022:

- Fin 2021, le Crédit Agricole a initié un important chantier méthodologique, regroupant toutes les entités du Groupe (filiales de Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales), avec l'appui de conseils externes, destiné à définir des trajectoires pour chaque métier et entité, pour les principaux secteurs de l'économie financés par la banque. Dans ce cadre, des analyses sont menées pour tenir compte des niveaux d'expertise, de ressources et d'expérience hétérogènes des entités qui le composent au regard de cette ambition climatique, dans une approche veillant à s'assurer de la cohérence méthodologique au niveau Groupe en même temps que de l'opérationnalité de ces trajectoires dans chacun de ses grands métiers (financement, investissement, assurance).
- Ces trajectoires seront accompagnées de plans d'action calendarisés pour cadencer leur mise en œuvre secteur par secteur : Energie fossiles, Electricité, Transport Maritime, Immobilier Commercial, Automobile, Acier, Ciment, Aviation, Immobilier résidentiel, Agriculture. Des annonces seront faites au PMT Groupe en juin avec notamment le calendrier de nos engagements, et une majeure partie des cibles et trajectoires seront explicitées fin 2022 dans une communication dédiée.

Dans ce contexte, le Groupe Crédit Agricole a déjà annoncé et pris un certain nombre d'engagements d'investissement et de financement :

- objectif d'investissement à horizon 2025 de 20 milliards d'euros d'encours dans les fonds dits à impact qui investiront dans des entreprises ou financeront des projets qui visent une performance positive environnementale ou sociale ;
- doublement des investissements de CAA dans les énergies renouvelables entre 2020 et 2025 pour atteindre 10,5 GW ;
- croissance de 50 % du financement de projets d'énergies renouvelables en France d'ici 2025 par Unifergie ;
- croissance de 60 % de l'exposition de Crédit Agricole CIB aux énergies non carbonées d'ici 2025 ;
- création d'une plateforme dédiée au conseil et au financement de projets hydrogène ;
- dès 2022, engagements sur la restriction des financements des hydrocarbures non-conventionnels (pétrole, gaz de schiste, de sables bitumineux et protection de la zone arctique) et une baisse de 20 % des expositions Crédit Agricole CIB à l'extraction pétrole est prévue d'ici 2025 ;
- respect des Principes de Poséidon (évaluation de l'alignement climatique, responsabilité, mise en application, transparence) pour un financement responsable des navires.

**Q.2. Quel est le pourcentage de vos activités qui dépend directement de la biodiversité ? Quelles sont vos dépenses en faveur de la biodiversité ?**

Réponse :

Pour une banque universelle internationale, la question de la quantification de la part de l'activité dépendante de la biodiversité est extrêmement complexe. Crédit Agricole SA reconnaît le rôle central de la protection de la biodiversité et de la nature pour l'humanité et l'importance de sa préservation en lien avec le changement climatique.

Dans le cadre de sa démarche en construction sur la biodiversité, il suit avec attention le développement du *Post-2020 Global Biodiversity Framework* de la Convention sur la diversité biologique (CDB – COP15) dans le but de s'aligner sur les métriques communes en construction, faute aujourd'hui de standards internationaux dans ce domaine. Ces métriques permettront à l'avenir de mesurer concrètement la part des activités dépendantes de la biodiversité.

Cette préoccupation est partagée au plus haut niveau de l'entreprise. En 2022, le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. a organisé une séance de travail avec plusieurs des auteurs du document de travail publié par la Banque de France « A *"Silent Spring" for the Financial System?*

*Exploring Biodiversity-Related Financial Risks in France* », afin de mieux appréhender la mesure possible des impacts de la perte de la biodiversité sur le secteur financier, à travers la méthodologie GBS (*Global Biodiversity Score*) et la métrique MSA (*Mean Species Abundance*).

Par ailleurs, le Crédit Agricole est déjà engagé en faveur de la biodiversité à travers les activités suivantes : 1) participation dans des initiatives et/ou coalitions nationales et internationales (par ex : Club B4B+ de CDC Biodiversité ; PRB Biodiversity Community de l'UNEP-FI) afin d'approfondir la compréhension des risques et opportunités liés à la biodiversité afin se préparer à mesurer notre empreinte et accélérer notre impact positif sur la nature; 2) soutien aux associations agissant pour la biodiversité dans le cadre du mécénat, comme le projet Plastic Odyssey et un partenariat avec le Musée d'Histoire Naturelle ; 3) financement ou investissement d'activités en faveur de la préservation de la biodiversité. Par exemple, les **Caisses régionales de Crédit Agricole** et **IDIA Capital Investissement**, en collaboration avec Forinvest, ont lancé officiellement en 2021 un fonds d'investissement dédié à la filière bois française "Fonds Développement Filière Bois". Ce fonds d'investissement à impact environnemental et sociétal, labellisé Greenfin et France Relance, a pour objet de soutenir et d'accompagner les entreprises de toute la chaîne de valeur de la filière Bois dans leur développement en renforçant leurs fonds propres. Le résultat est une première levée de fonds de 25 millions d'euros sur les 40 millions d'euros objectifs.

Certaines des métiers du Groupe travaillent également sur la mesure de leur impact sur la biodiversité :

- **CACIB** : Crédit Agricole CIB a établi une cartographie des secteurs et géographies les plus exposés aux enjeux relatifs à l'accès à l'eau et à sa pollution. Les clients opérant dans ces secteurs et géographies font depuis 2018 l'objet d'une analyse spécifique à ce sujet. En 2021, Crédit Agricole CIB a élargi sa cartographie aux secteurs et géographies les plus exposés aux enjeux relatifs à la perte de biodiversité.
- **Amundi** : La protection des écosystèmes est l'un des thèmes d'analyse ESG majeur d'Amundi. Cet enjeu est notamment évalué dans le critère Biodiversité & Pollution de sa méthodologie de notation des entreprises. En 2021, Amundi a rejoint l'initiative "*Finance for Biodiversity Pledge*" et s'est ainsi engagé à évaluer son impact sur la biodiversité.
- **CA Immobilier** : Mobilisation pour la préservation de la biodiversité via le lancement en 2021 d'un programme de recherche appliquée et d'actions collectives BIG (Biodiversity Impulsion Group).

**Q.3. Listez les ressources naturelles stratégiques nécessaires à l'exercice de votre activité et/ou à celle de vos clients (eau, énergie, matériaux, etc.) ? Comment évaluez-vous et calculez-vous l'impact de la raréfaction de ces ressources sur vos modèles économiques ? Quelles actions mettez-vous en place pour lutter contre les difficultés d'approvisionnement et saisir les opportunités de développement de « modèles d'affaires circulaires » ? Quels sont vos objectifs en la matière ?**

Réponse :

En tant qu'institution financière, les approvisionnements opérationnels du Crédit Agricole SA ne sont pas directement impactés par la raréfaction des ressources. En revanche, Crédit Agricole S.A. considère que les problèmes d'approvisionnement liés à la raréfaction des ressources pouvant affecter ses clients pourraient indirectement impacter son activité. C'est la raison pour laquelle l'analyse de la performance ESG des entreprises clientes occupe d'ores et déjà une place importante dans les décisions de financement et d'investissement. Celle-ci ira croissante avec la montée en puissance des outils en cours de développement pour mesurer la dépendance de l'activité économique aux ressources naturelles.

Par ailleurs, nos politiques sectorielles RSE intègrent la protection de la biodiversité dans le respect des conventions internationales en vigueur. Afin de mieux appréhender les risques financiers liés à la biodiversité auxquels font face nos clients, nous étudions notre participation dans des coalitions internationales travaillant sur le sujet, notamment la Taskforce on Nature-related Financial Disclosures

(TNFD). Enfin, le Crédit Agricole mène plusieurs initiatives visant à préserver et protéger la biodiversité et la nature. Celles-ci incluent notamment l'objectif de réduire à zéro l'utilisation du plastique sur le campus du Crédit Agricole SA, le lancement d'un fonds consacré à la filière du bois soutenable en France et l'adoption du *Ocean Framework* (élaboré par la Fondation de la Mer) par notre filiale Amundi pour la préservation des océans et une utilisation responsable de ressources marines.

#### b) la politique sociale et sociétale

**Q.4. Quel est la proportion de vos mandataires sociaux et de vos salariés (répartis par typologie) concernés par l'intégration de critères environnementaux et sociaux (E&S) dans la détermination de leur rémunération variable (bonus, rémunération de long terme, intéressement...) ? Quels organes de gouvernance sont chargés du choix et de la validation de ces critères E&S ? Comment s'assurent-ils que ces critères sont à la fois pertinents, suffisamment incitatifs et corrélés aux objectifs à atteindre pour mener à bien la stratégie environnementale et sociale du groupe ? (Merci de préciser les critères extra-financiers retenus pour les mandataires sociaux et pour les salarié(es)).**

#### Réponse :

Crédit Agricole S.A. attache une importance particulière à l'intégration de critères environnementaux et sociaux (E&S) dans la détermination de la rémunération variable de ses collaborateurs.

Pour la rémunération des deux mandataires sociaux exécutifs, l'intégration de critères E&S intervient à trois niveaux :

- Pour 16% (12% pour le Directeur général délégué) lors de l'attribution de la rémunération variable annuelle dans le cadre de critères composant le Projet Humain et le Projet Sociétal ;
- Pour 33,33% lors de l'acquisition différée de la rémunération variable (différé réglementaire), mesuré par l'indice sociétal FReD (dispositif interne de suivi et mesure des progrès de Crédit Agricole S.A. en matière de RSE) ; et
- Pour 33,33% lors de l'acquisition de la rémunération variable long terme, également mesurée par l'indice sociétal FReD.

De la même façon que pour les mandataires sociaux exécutifs, l'intégration de critères E&S pour les membres du Comité exécutif, intervient également aux trois niveaux suivants :

- Lors de l'attribution de la rémunération variable annuelle (critères Groupe du Projet Humain, Projet Client et Projet Sociétal) ;
- Lors de l'acquisition différée de la rémunération variable (différé réglementaire) ; et
- Lors de l'acquisition de la rémunération variable long terme.

En ce qui concerne les autres dirigeants, la détermination de la rémunération variable annuelle est basée pour 50% sur des critères non économiques individuels, en lien avec le Projet Humain, le Projet Client et le Projet Sociétal, qui intègrent des critères E&S adaptés à chaque business et chaque typologie d'emplois. De plus, l'acquisition différée de la rémunération variable annuelle de ces collaborateurs ainsi que l'acquisition de la rémunération variable long terme sont soumises, pour 33,33% à des critères E&S mesurés par l'indice sociétal FReD.

Enfin, pour le personnel dit « identifié » dans le cadre de l'application de la Directive européenne CRDV et les collaborateurs bénéficiaires de la rémunération variable long terme, les critères E&S s'expriment dans les conditions d'acquisition des rémunérations variables différées et dans celles des outils de rémunération variable long terme dont ils sont bénéficiaires.

Par ailleurs, intégré dans le calcul de l'intéressement pour plusieurs entités, l'indice sociétal FReD impacte également la rémunération variable de plus de 23 000 salariés.

Le déploiement du Projet Sociétal et de la stratégie ESG est animé par une gouvernance dédiée, le Comité du Projet Groupe du Projet Sociétal, qui s'appuie sur les travaux du Comité scientifique et d'un Comité opérationnel.

Plus particulièrement, le Comité des rémunérations évalue les principes généraux de la politique de rémunération applicable à l'ensemble des entités de Crédit Agricole S.A. et suit la mise en œuvre de cette politique afin de s'assurer du respect des dispositions réglementaires. Il veille à la prise en considération des critères ESG du Groupe dans la politique de rémunération.

**Q.5. Quels enseignements tirez-vous des nouveaux modes d'organisation du travail liés à la pandémie du Covid-19 (travail à distance, digitalisation des modes de communication, flexibilité accrue...) mis en place dans votre entreprise en termes d'impacts sur les conditions de travail ? Comment votre stratégie de Ressources Humaines intègre-t-elle aujourd'hui ces nouveaux modes d'organisation ? Quel dialogue social a été mené sur le sujet (accords, réflexion partagée sur l'avenir du travail...), et ce dans l'ensemble de vos métiers et zones d'implantation ?**

Réponse :

La pandémie Covid-19 a entraîné un recours massif et rapide au télétravail dans un contexte légal et réglementaire d'exception. Pour aider les collaborateurs à mieux appréhender le travail à distance sur une longue période, deux chartes de bonnes pratiques ont été déployées :

- L'une dédiée à l'ensemble des collaborateurs, développant des conseils et des idées pratiques pour organiser leur travail et mieux communiquer à distance ;
  - L'autre dédiée aux managers d'équipes, pour leur apporter des clés et des conseils sur l'accompagnement de l'équipe, la communication et l'organisation du travail d'équipe à distance.
- En juin 2020, 50 000 collaborateurs du groupe Crédit Agricole SA ont répondu à une enquête portant sur leurs expériences et attentes à l'issue de la pandémie. Cette enquête a nourri les expérimentations menées dans les Métiers tout au long de l'année 2021, dans des périmètres pionniers et portant sur de nouvelles pratiques de management et d'organisation. Des négociations sur le télétravail ont ensuite été menées dans chaque Métier dans le cadre d'un dialogue social en proximité. A ce jour, tous nos Métiers sont dotés d'accords collectifs sur le travail à distance renouvés, signés à l'unanimité et reposant sur des principes communs.

**Q.6. De manière à pouvoir évaluer l'évolution d'une année sur l'autre, nous reposons la question posée en 2021 pour laquelle les réponses n'ont pas atteint un niveau estimé satisfaisant. Avez-vous une définition du « salaire décent » ne se limitant pas au salaire minimum légal local ? Si oui laquelle ? Comment votre société s'assure-t-elle que ses salarié(es), mais aussi les salariés de ses fournisseurs, bénéficient d'un salaire décent ?**

Réponse :

Crédit Agricole S.A. n'a pas retenu de définition du « salaire décent » mais applique une politique de rémunération responsable, qui encadre la prise de risques et respecte les directives européennes régulant les rémunérations dans les secteurs de la banque, de l'assurance et de la gestion d'actifs. Cette politique s'attache à concilier les attentes de l'ensemble de ses parties prenantes – clients, collaborateurs, prestataires, associations, autorités publiques, actionnaires – avec les exigences d'un marché compétitif pour positionner le Groupe comme leader de la banque universelle de proximité.

Le Groupe fonde les rémunérations des collaborateurs et des cadres dirigeants sur des bases objectives et égalitaires entre les rémunérations des hommes et des femmes, qui reflètent la performance et la responsabilité durable de l'organisation. Son objectif est de favoriser l'engagement de l'ensemble des collaborateurs dans les territoires où il est implanté.

Sa politique de rétribution participe aux trois principes fondateurs du Projet Humain : responsabilisation des collaborateurs, renforcement de la proximité clients et développement d'un cadre de confiance. Elle est fondée sur l'équité et des règles communes à l'ensemble des collaborateurs dans le respect du cadre réglementaire applicable. Elle assure une cohérence interne ainsi que la compétitivité externe des rémunérations au travers de benchmarks réalisés avec ses pairs.

Par ailleurs, signé en 2019 avec UNI Global Union, l'accord cadre international réaffirme notamment un principe d'équité salariale se traduisant par une rémunération et des avantages qui assurent, d'une part, aux intéressés et à leur famille un niveau de vie approprié dans des conditions équitables et, d'autre part, qui sont en adéquation avec les objectifs de maîtrise des risques.

**Q.7. Périmètre France : en dehors des investissements en titres de votre entreprise, quelle part des fonds d'épargne salariale proposés à vos salarié.e.s est labellisée responsable (labels ISR, Greenfin, CIES ou Finansol) ? Comment expliquez-vous le maintien de fonds non responsables en l'absence de différence de rentabilité et alors que la Place de Paris est leader sur le sujet ? Dans vos autres pays d'implantation : vos dispositifs d'épargne à l'intention de vos collaborateurs (retraite ou autres) intègrent-ils également des critères ESG ? Comment le conseil d'administration ou de surveillance encourage-t-il la souscription de ces types de fonds d'épargne salariale ? »**

Réponse :

L'ensemble des salariés de Crédit Agricole SA a accès à des fonds responsables au travers les fonds d'épargne salariale proposés. Les fonds labélisés « responsables » (CIES) représentent 7,9% des encours dans le cadre de l'épargne salariale de Crédit Agricole SA. Pour information, dans le cadre de l'épargne salariale du groupe Crédit Agricole (Caisses Régionales + Crédit Agricole SA), ces fonds représentent 9,7% des encours.

Plus largement, les fonds « responsables » au titre des articles 8 et 9 de la réglementation SFDR, incluant les fonds labélisés CIES mentionnés précédemment, représentent plus de 97% des encours ESR de Crédit Agricole SA.

Les fonds dédiés diversifiés proposés dans le cadre de l'épargne salariale, intègrent de plus en plus de critères extra financiers ESG en accord avec les principes portés par les différents conseils de surveillance.

c) l'implication de la gouvernance dans les sujets RSE

**Q.8 : Publiez-vous une charte détaillant vos engagements en matière de responsabilité fiscale ? Si oui, comment cette responsabilité fiscale s'intègre-t-elle plus largement au sein de votre responsabilité sociale ? Le conseil revoit-il et approuve-t-il cette charte ? Rendez-vous compte annuellement de l'application des principes de cette charte au travers d'un rapport de responsabilité fiscale ? Ce rapport détaille-t-il les impôts payés pays par pays ?**

Réponse :

La politique fiscale de Crédit Agricole S.A. respecte les règles fiscales de transparence en vigueur dans les États et territoires où il exerce ses activités.

A ce titre, le Document d'Enregistrement Universel (DEU) 2021, revu par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. reprend les informations suivantes :

- Approche de la politique fiscale (voir DEU Chapitre 2 Performance extra financière, page 95);
- Gouvernance fiscale, détail d'impôts payés par pays (voir DEU pages 702 & 703) soit le détail

par pays du PNB, des effectifs, du résultat avant impôts, des impôts sur les bénéfices courants et des impôts sur les bénéfices différés.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. est également transparent à propos de son organisation, ses implantations, sa structure et ses opérations. Ainsi, il entretient une relation professionnelle et de coopération avec toutes les autorités fiscales dans tous les pays où il opère et divulgue complètement et de manière transparente toutes les informations pertinentes dans le respect de ses obligations juridiques.

Le secteur bancaire et financier Français a été l'un des premiers au monde soumis à l'obligation de transparence introduite dès la loi du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires qui a introduit dans le Code monétaire et financier (art. L511-45) l'obligation de publier, notamment, pour chaque Etat ou territoire :

1. Nom des implantations, nature d'activité et localisation géographique ;
2. Produit net bancaire et chiffre d'affaires ;
3. Effectifs, en équivalent temps plein ;
4. Bénéfice ou perte avant impôt ;
5. Montant des impôts sur les bénéfices dont les implantations sont redevables, en distinguant les impôts courants des impôts différés ;
6. Subventions publiques reçues.

Crédit Agricole S.A. publie donc, pays par pays conformément à la réglementation et la norme GRI 207-4, les effectifs en équivalent temps plein, le produit net bancaire réalisé localement, son résultat avant impôts, les impôts et les bénéfices dans chaque Etat, en distinguant l'impôt courant et l'impôt différé, ainsi que les subventions publiques reçues (voir DEU pages 702 et 703). Crédit Agricole S.A. publie également chaque année la liste de ses filiales et implantations avec leur dénomination sociale, la nature de l'activité, et leur localisation.

**Q.9. Publiez-vous une charte de lobbying responsable et êtes-vous membres d'associations professionnelles dont certaines positions sont controversées au regard de l'intérêt général ? Si oui, quelles actions menez-vous pour réorienter les positions de ces associations ? Quels moyens (humains et financiers) consolidés (i.e. sur l'ensemble de votre périmètre géographique) allouez-vous à la représentation d'intérêt ?**

Réponse :

Banquier et assureur, le Groupe Crédit Agricole est un acteur systémique majeur du financement de l'économie et reconnu comme contributeur essentiel dans la souveraineté économique en France. Il dialogue avec les différentes parties prenantes en Europe, en France et dans les territoires.

La Direction des affaires publiques Groupe pilote l'activité de représentation d'intérêt au sein du Groupe Crédit Agricole. Comptant 10 personnes, dont trois personnes à temps plein à Bruxelles, elle s'appuie sur des relais dans les Directions du Groupe et dans les filiales.

L'activité de représentation d'intérêts du Groupe Crédit Agricole se déroule en toute transparence avec l'ensemble des parties prenantes et répond aux meilleures pratiques en vigueur. Les actions sont menées pour valoriser notre modèle économique de banque universelle de proximité en France et en Europe et s'inscrivent dans la droite ligne de notre politique RSE, formalisée par notre Raison d'Être : "Agir chaque jour dans l'intérêt de nos clients et de la société".

Le Groupe Crédit Agricole s'est doté d'une Charte Ethique, publiée sur son site internet, qui reprend les principes d'actions et de comportements à respecter au quotidien vis-à-vis des clients, des collaborateurs, des fournisseurs, de la société et de l'ensemble des parties prenantes. Par ailleurs, afin d'ancrer ces activités de représentation d'intérêts dans les meilleures pratiques en vigueur, Crédit Agricole S.A. a adopté en 2013 une Charte de lobbying, qui s'applique à Crédit Agricole S.A. et à

l'ensemble de ses entités. La Direction des Affaires publiques est également soumise au Code interne de conduite des affaires, disponible sur le site internet de la société.

Enregistré depuis 2009 au Registre de transparence de l'Union européenne, Crédit Agricole S.A. s'est engagé à adopter le Code de bonne conduite applicable aux représentants d'intérêts. Crédit Agricole SA publie chaque année son rapport incluant le budget alloué à ses activités de représentation d'intérêts au niveau européen.

En France, Crédit Agricole S.A. est inscrit, en application de la Loi Sapin II du 9 décembre 2016, dans le répertoire numérique des représentants d'intérêts et publie annuellement ses actions et le budget alloué à ses activités de représentation d'intérêts en France.

**Q.10 La loi sur le devoir de vigilance prévoit l'élaboration du plan de vigilance en association avec les parties prenantes de la société, notamment les partenaires sociaux. De plus, l'une des mesures de ce plan consiste en la mise en place d'un mécanisme d'alerte et de recueil des signalements relatifs à l'existence ou à la réalisation des risques, établi en concertation avec les organisations syndicales représentatives. Les organisations syndicales ont en effet une connaissance du terrain et la capacité d'alerter la société et de faire remonter des informations précieuses dans l'exercice du devoir de vigilance. Comment, concrètement, associez-vous les partenaires sociaux, au niveau du groupe et localement, pour engager votre entreprise dans une transition juste ? Entendez-vous publier leur avis concernant votre plan de vigilance ? Entendez-vous publier leur avis à propos de votre document de performance extrafinancière ?**

#### Réponse

Dans le cadre de la lutte contre la fraude et la corruption, le Groupe s'est doté d'un dispositif centralisé de remontée des alertes et de recueil des signalements. En 2018, il a été étendu pour permettre de signaler des faits entrant dans le champ du devoir de vigilance et des engagements éthiques du Groupe. Ce dispositif, dont l'évolution a été partagée avec les organisations syndicales représentatives de Crédit Agricole S.A., est ouvert aux salariés du Groupe et également aux collaborateurs extérieurs et occasionnels, aux sous-traitants et fournisseurs ainsi qu'à tout tiers souhaitant effectuer un signalement.

Les thèmes en lien avec le devoir de vigilance sont l'objet d'échanges avec les partenaires sociaux en diverses occasions :

- Le comité de groupe a créé une commission RSE chargée de suivre les sujets se rapportant à cette thématique. Cette commission se réunit annuellement et s'appuie sur un rapport d'expertise. Ces sujets peuvent également être abordés lors des réunions plénières du comité de groupe.
- Le thème est également suivi par le comité d'entreprise européen. Il est systématiquement abordé lors de la réunion plénière ainsi qu'à l'occasion des voyages d'études annuels qu'effectue le comité restreint du comité d'entreprise européen.
- Depuis 2020, en application d'un accord conclu en mars 2019 sur les parcours syndicaux, le groupe Crédit Agricole SA organise chaque année un webinar sur le thème de la RSE auquel sont invités tous les représentants du personnel, quelles que soient leurs entités d'appartenance.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. a mis en place une enquête nationale auprès de ses parties prenantes (clients, collaborateurs, sociétaires, citoyens), effectuée tous les 2 ans, qui permet de capter leurs attentes et, le cas échéant, de compléter la stratégie en réponse à leurs préconisations. L'avis des partenaires sociaux au sujet de la DPEF ou du Plan de vigilance ne sont pas publiés mais les attentes des parties prenantes sont consolidées et restituées dans ces rapports.

## DEUXIEME ET TROISIEME ACTIONNAIRES

### **Le deuxième actionnaire, Les Amis de la Terre, a posé :**

- 9 questions sur les politiques sectorielles du Groupe à l'égard des énergies fossiles et des hydrocarbures non conventionnels ;
- 7 questions sur le soutien au développement de l'exploitation gazière au Mozambique ;
- 4 questions sur l'industrie des énergies fossiles en Russie et l'application des sanctions européennes,

### **Le troisième actionnaire, Reclaim Finance, a posé :**

- 2 questions sur l'arrêt de l'expansion dans le pétrole et le gaz pour atteindre la neutralité Carbone ;
- 4 questions sur les financements par le groupe des secteurs pétrolier et gaz non conventionnels ;
- 3 questions sur le projet EACOP de TotalEnergies ;
- 1 question sur les entreprises actives en Russie ;
- 4 questions sur la politique charbon du groupe ;
- 1 question sur les politiques de vote du Groupe en Assemblée générale du secteur pétro-gazier.

En application de l'article L225-108 alinéa 3, une réponse commune a été apportée à ces questions dès lors qu'elles présentaient le même contenu.

### **A. QUESTIONS SIMILAIRES DES DEUX ACTIONNAIRES AUXQUELLES IL EST APPORTÉ UNE REPONSE COMMUNE**

#### a)Reconnaissance de l'urgence climatique et scénarios énergétiques retenus :

##### **Q1 Amis de la Terre :**

**Reconnaissez-vous l'impératif de cesser le développement de nouvelles ressources de pétrole et gaz, ligne rouge notamment tracée par l'AIE pour limiter le réchauffement à 1,5 °C et quel scénario énergétique comptez-vous retenir dans la mise en œuvre de votre objectif d'atteindre la neutralité carbone en 2050 ?**

##### **Q1. Reclaim Finance :**

**Reconnaissez-vous qu'il est nécessaire d'arrêter dès maintenant l'expansion dans le pétrole et le gaz pour atteindre l'objectif que vous vous êtes fixé de neutralité carbone dans une trajectoire +1,5°C ?**

#### **Réponse :**

Le Groupe Crédit Agricole a conscience de l'urgence climatique et ses engagements en témoignent, notamment à travers son adhésion à l'alliance Net Zéro qui passe par une réduction globale des GES issus des énergies fossiles. Le Crédit Agricole a déjà entrepris cette réduction en s'engageant fin 2021 à réduire de 20% ses financements dans l'industrie de l'extraction de pétrole à horizon 2025. Le scénario retenu, sur recommandation du Comité scientifique indépendant mis en place auprès de la Direction, est le scénario Net Zero 2050 de l'AIE.

Ce scénario recommande une approche par étapes et affirme que :

- les investissements dans cette industrie seront nécessaires d'ici 2030 pour ne pas arrêter

l'ensemble de l'économie ;

- de nouveaux gisements de pétrole et de gaz ne sont pas nécessaires si la demande d'hydrocarbure connaît une forte baisse, ce qui n'est pas le cas actuellement.

#### b) Financement des nouveaux projets dans le Pétrole et le Gaz

**Q1.Q2.Q3 Amis de la Terre : Comptez-vous mettre fin à tout service financier dédié à de nouveaux projets d'exploration, de production et de transport de pétrole et gaz ? Comptez-vous mettre fin à tout service financier aux entreprises qui ne renonceraient pas à développer de nouvelles ressources de pétrole et gaz ? Quel est votre échéancier de retrait du pétrole et du gaz ?**

**Q1. Reclaim Finance : Vous engagez-vous à suspendre la fourniture de nouveaux services financiers aux entreprises qui ne renonceraient pas à développer de nouveaux champs et infrastructures de pétrole et de gaz ?**

#### **Réponse :**

Crédit Agricole SA, comme l'ensemble du Groupe Crédit Agricole, considère que son rôle est d'accompagner tous ses clients dans leur transition énergétique.

En termes d'échéancier, il examine actuellement, dans le cadre de son engagement Net Zéro, les trajectoires d'alignement de ses portefeuilles sur l'Accord de Paris, dont les trajectoire Pétrole et Gaz. A cette fin, des cibles intermédiaires sont définies à moyen et à long terme en valeur absolue de réduction des émissions de Co2 issues des énergies fossiles.

Le financement se poursuivra dans le secteur du gaz, car nous considérons, en cohérence avec le Mandat de relance ou mandat de gestion international de l'énergie (AIE), que le gaz continuera de jouer un rôle important à court et à moyen terme dans la transition vers un système d'énergie décarboné stable. Pour autant, les politiques de financement de CACIB reflètent les meilleures pratiques de l'industrie en matière de vigilance sur le taux de fuite de méthane.

Parallèlement, le Groupe ne cesse d'accroître son soutien et son exposition aux énergies renouvelables :

- + 60% de croissance du financement des EnR par CACIB ;
- 20 milliards d'€ engagés dans de nouveaux investissements d'ici 2025 via Amundi dans des fonds dits « Art 9 du RCDS ».

#### c) Cas particulier du Pétrole et Gaz non conventionnels

**Q1. Amis de la terre : Concernant les pétrole et gaz non-conventionnels plus spécifiquement, comptez-vous renforcer votre politique afin de cesser tout soutien au développement de ces secteurs, via des services financiers aux nouveaux projets ainsi qu'aux entreprises qui les portent ?**

**Q1, Q2. Reclaim Finance : Prévoyez-vous de renforcer vos seuils d'exclusion sur les pétrole et gaz non- conventionnels ? Prévoyez-vous d'élargir votre politique aux autres pétrole et gaz non conventionnels tels que définis par l'Observatoire de la Finance Durable, notamment les forages ultra profonds ?**

#### **Réponse :**

Le Groupe Crédit Agricole, dont sa Banque de financement et d'investissement CACIB, s'est engagé le 18 octobre 2021, aux côtés de 5 autres banques françaises, à ne plus financer, dès janvier 2022, les projets directement liés aux pétrole de schiste, gaz de schiste et sables bitumineux, ni les entreprises dont l'exploration et la production de ces énergies représentent plus 30% de l'activité.

Concernant les autres pétrole et Gaz non conventionnels, CACIB vient de prendre des nouveaux

engagements, avec les banques de la Place de Paris, sur les pétrole et gaz non conventionnels pour lesquels existe un consensus.

d) Sanctions internationales à l'égard de la Russie et application au secteur pétrolier

**Q1, Q2, Q3, Q4. Amis de la Terre :**

- **Pourquoi n'avez-vous pas, en application des sanctions européennes, suspendu tout nouveau service financier à TotalEnergies ? TotalEnergies fait-il à votre connaissance l'objet d'une dérogation de ces sanctions européennes ?**
- **Avez-vous suspendu tout nouveau service financier aux autres entreprises énergétiques russes et entreprises énergétiques non russes opérant dans le secteur énergétique russe ?**
- **Vous engagez-vous si cela n'est pas le cas aujourd'hui à suspendre tout nouveau soutien à l'ensemble des entreprises énergétiques opérant en Russie ?**
- **Vous engagez-vous si cela n'est pas le cas aujourd'hui à suspendre tout nouveau soutien à TotalEnergies tant qu'il n'aura pas annoncé son retrait complet de Russie ?**

**Q1. Reclaim Finance :**

- **Vous engagez-vous à demander aux entreprises fossiles non-russes présentes en Russie d'organiser l'arrêt ou la cession de leurs opérations dans le pays ?**

Réponse :

Au sujet de l'application des sanctions européennes,  
L'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole sont mobilisées pour appliquer strictement et immédiatement les sanctions décidées par les autorités publiques. Crédit Agricole CIB n'accorde plus de nouveau financement à des entreprises russes depuis le début du conflit et a pris la décision en mars de suspendre ses activités en Russie. Crédit Agricole CIB a, par conséquent, informé l'ensemble de ses clients russes et non russes que sa filiale ne traiterait plus leurs transactions.

Concernant le soutien aux entreprises énergétiques,  
L'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole sont mobilisées pour appliquer strictement et immédiatement les sanctions décidées par les autorités publiques. Le Groupe Crédit Agricole confirme rester aux côtés de ses clients engagés dans la transition énergétique, et est au service de la stratégie des autorités politiques françaises et européennes, notamment pour trouver des voies d'indépendance vis-à-vis des sources d'énergies ou à l'inverse pour sécuriser des approvisionnements.

**B. AUTRES QUESTIONS POSEES PAR LES AMIS DE LA TERRE**

a) base de données d'entreprises utilisée la mise en œuvre de vos politiques sectorielles

**Q1,Q2. Sur quelle base de données d'entreprises comptez-vous adosser la mise en œuvre de vos politiques sectorielles ? Concernant les pétrole et gaz, comptez-vous retenir notamment la Global Oil and Gas List (GOGEL), citée comme référence par le Comité scientifique de l'Observatoire de la finance durable comme par l'AMF et l'ACPR ?**

Réponse :

Le Crédit Agricole se réfère la Global Oil and Gas List (GOGEL) pour répondre au questionnaire de l'ACPR conformément aux instructions établies par cette autorité dans le cadre de cet exercice.

**b) Projet Mozambique LNG**

**Q.1 Quelles sont vos conditions pour débloquer les tranches actuellement en attente pour Mozambique LNG si la force majeure est levée ?**

Depuis le moment où vous avez décidé d'apporter un soutien financier à Mozambique LNG en 2020, la situation a fondamentalement changé sur le terrain : des milliers de arrivées à Cabo Delgado, l'évolution future de l'insurrection reste imprévisible, les communautés déplacées ne peuvent pas accéder aux terres qu'elles étaient censées recevoir comme compensations et vivent de l'aide alimentaire. En outre, un juge de la Haute Cour britannique a reconnu, dans son jugement sur le soutien de l'UKEF au Mozambique LNG, que l'évaluation des impacts climatiques de Mozambique LNG était inadéquate.

**Q.2. Dans ces circonstances, avez-vous l'intention de demander à TotalEnergies de revoir le processus de due diligence et de présenter une nouvelle évaluation des risques pour Mozambique LNG avant toute décision sur l'avenir du projet ? Si non, pouvez-vous expliquer pourquoi ?**

**Q.3 Que pense votre banque de financer un projet gazier protégé par des troupes militaires étrangères si Total Energies demande un périmètre étendu autour d'Afungi sécurisé par des troupes étrangères pour relancer le projet ? Vous engagez-vous à suspendre tout nouveau soutien à TotalEnergies jusqu'à ce que le groupe abandonne le projet Mozambique LNG ?**

**Q.4. Vous engagez-vous à ne fournir aucun nouveau service financier au développement gazier au Mozambique ? Vous engagez-vous à vous mettre un terme à votre mandat de conseil financier auprès d'ExxonMobil pour le développement du projet Rovuma LNG ?**

**Q.5. Sachant que le Mozambique est producteur d'électricité depuis des décennies et que, malgré cela, seulement 30 % de la population a accès à l'électricité et que la majorité de la population vit dans la pauvreté, et compte tenu des arrangements fiscaux des principaux opérateurs, quelles garanties avez-vous que les projets bénéficieront à l'économie et à la population du Mozambique ?**

**Réponse :**

Les attaques menées début 2021 par des groupes armés non étatiques contre les principales villes de la province de Cabo Delgado où est situé le projet ont conduit TotalEnergie à retirer l'ensemble du personnel du projet Mozambique LNG du site d'Afungi et, en tant qu'opérateur du projet, à déclarer la force majeure.

Cette situation de Force Majeure a entraîné une suspension de tout nouveau tirage sur le financement mis en place en 2020.

Le respect des engagements pris par l'emprunteur, notamment concernant la gestion des aspects environnementaux et sociaux, fait partie des conditions préalables à tout tirage sur un financement de projet, sous le contrôle d'un consultant indépendant mandaté pour la durée du financement.

Lorsque la situation sécuritaire dans la province de Cabo Delgado permettra d'envisager la reprise du développement du projet, CACIB veillera à ce que les plans d'action environnementaux et sociaux soient adaptés à la situation nouvelle générée par l'instabilité récente.

De manière générale, nos politiques sectorielles prévoient la prise en compte des problématiques non seulement environnementales mais aussi de droits humains lors des évaluations d'impact.

Concernant les modalités de sécurisation du site du projet, il n'appartient pas au groupe Crédit Agricole de commenter les décisions du Gouvernement du Mozambique quant à l'organisation de sa sécurité intérieure. Pour des raisons de sécurité nationale, il n'est pas envisagé que le Gouvernement du Mozambique communique au projet Mozambique LNG les détails de son plan

d'action sur un sujet qui relève de sa souveraineté.

Le protocole d'accord signé en 2019 entre le projet Mozambique LNG, le Ministère de la Défense et le Ministère de l'Intérieur du Mozambique comprenait une adhésion aux principes définis par le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies.

Enfin, concernant le projet Rovuma LNG, porté par un consortium dont ExxonMobil est l'une des parties, Les activités de Crédit Agricole CIB au titre de son rôle de conseil financier relatif au financement de ce projet sont suspendues depuis l'annonce par ses promoteurs en mars 2020 du report à une date non déterminée de leur décision d'investissement.

Il est rappelé que les activités de conseil financier exercées par CACIB, au même titre que pour ses activités de financement, s'inscrivent dans le respect de politiques sectorielles intégrant les questions environnementales et sociales.

### **C. AUTRES QUESTIONS POSEES PAR RECLAIM FINANCE**

#### **a) Projets pétroliers et gaziers dans l'Arctique :**

**Q1 et Q2 : Vous engagez-vous à exclure tout soutien aux champs et infrastructures de pétrole et de gaz en Arctique de l'ensemble de vos produits et services financiers ? Vous engagez-vous à intégrer le périmètre de l'AMAP dans votre politique sur l'Arctique ?**

Réponse :

L'arctique recèle des écosystèmes particulièrement fragiles. Afin de les protéger, Crédit Agricole CIB s'était engagé dès 2017 à ne plus financer directement des projets pétroliers dans cette zone (on-shore et off-shore). Ces critères d'exclusion sont désormais étendus à tous les projets gaziers. De plus, le périmètre d'exclusion est élargi à la zone AMAP pour l'Arctique terrestre et au-delà de la ligne de Köppen4 dans l'Arctique marin.

#### **b) Soutien à TotalEnergie**

**Q.1,Q2 Comptez-vous demander à TotalEnergies de renoncer à EACOP (nb : projet de pipeline de pétrole brut Ouganda-Tanzanie) ? Vous engagez-vous à suspendre tout nouveau soutien à la major tant qu'elle ne renonce pas au projet EACOP ?**

**Q3. Demande d'information sur les conditions d'utilisation d'un Revolving Credit Facility de 8 Mds€ accordé à TotalEnergies par plusieurs Banques dont CACIB et, en particulier, si ce prêt pourrait servir à financer de nouveaux champs et infrastructures pétro-gaziers et des projets comme EACOP ?**

Réponse :

CACIB ne participe pas au financement du projet EACOP. Selon notre politique sectorielle, ce projet n'est toutefois pas un critère d'exclusion de TotalEnergies.

Quant au prêt accordé à TotalEnergie, il s'agit d'une Facilité court terme à 1 an, donc inadaptée au financement de nouveaux projets de production ou de transport. Il est destiné à répondre aux besoins de fonctionnement du groupe (ex: appels de marge) dans un contexte d'augmentation des prix de l'énergie. S'agissant d'une facilité, le prêt n'est pas nécessairement tiré. Dans le contexte actuel, il participe à la sécurisation de l'approvisionnement énergétique européen.

#### **c) Politique Charbon :**

**Q. 1,2 et 3 :**

- **Pouvez-vous confirmer que Glencore, Marubeni, Itochu et En+/Rusal ont été exclues de toute activité bancaire et de vos politiques sectorielles ?**
- **Par ailleurs, les entreprises ne produisant pas d'électricité à partir de charbon mais en revendant ne sont actuellement pas couvertes par la politique actuelle. Ces entreprises seront-elles également exclues dans la prochaine mise à jour de la politique ?**
- **Quand le Crédit Agricole publiera-t-il la mise à jour de sa politique sectorielle charbon**

Réponse :

Le Crédit Agricole ne peut apporter de commentaires sur les relations avec des clients mais il rappelle qu'il a été pionnier de la sortie de banques du charbon et a à cœur d'appliquer strictement sa politique. Elle fait l'objet d'une mise à jour qui sera prochainement publiée.

L'exposition résiduelle de Crédit Agricole S.A. au charbon est très faible et représente moins de 0,1% des expositions totales. Elle porte sur des clients qui eux-mêmes sont engagés dans la sortie du charbon ou des clients avec lesquels le groupe a décidé de ne plus travailler. Dans ce dernier cas, conformément à ses engagements contractuels, il poursuit la gestion en extinction des portefeuilles concernés

d) Politique de vote :

**Q1 : Avez-vous voté et voterez-vous contre l'approbation des plans climats proposés par BP, Equinor, Repsol, Shell et TotalEnergies en 2022 ?**

Réponse :

En tant que premier gestionnaire d'actifs européen, Amundi, filiale de Crédit Agricole S.A., soutient le développement des « Say on climate ». Il considère qu'ils constituent un progrès majeur car ils apportent de la transparence sur la stratégie climat des entreprises et favorise la discussion avec les actionnaires.

Lors de la saison des AG 2021, Amundi avait salué les initiatives prises par plusieurs entreprises de présenter ce type de résolution et a voté très largement en leur faveur. A l'issue des votes, des discussions ont été engagées avec elles pour leur faire part des améliorations attendues.

Aujourd'hui, Amundi considère que le seul fait de présenter un « Say on climate » ne suffit pas. Un travail a été réalisé avec d'autres investisseurs pour formaliser une liste d'exigences sur ces résolutions :

- présenter des objectifs exhaustifs,
- fixer un agenda précis,
- lister les moyens permettant de mettre en œuvre la stratégie.

Pour la campagne de vote en cours, concernant les sociétés pétrolières et gazières, Amundi a adopté une approche au cas par cas. Dans tous les cas, si la stratégie n'est pas au minimum cohérente avec la trajectoire de réchauffement définie par l'Accord de Paris, Amundi vote contre. L'ensemble des votes des « Say on climate » au titre de 2022 sera disponible sur son site un mois après les assemblées générales concernées. Comme chaque année un rapport de vote détaillé sera publié. En amont des assemblées générales, et avant ce délai d'un mois, Amundi ne divulgue, ni ne commente ses votes individuels.

<b>QUATRIEME ACTIONNAIRE</b>
------------------------------

**Le 4<sup>ème</sup> actionnaire, l'association Bank Track, demande au Crédit Agricole s'il envisage d'arrêter**

**de financer les entreprises qui envisagent d'étendre leurs activités pétrolières et gazières offshore et plan d'action pour éviter que les relations avec ces sociétés n'altèrent son objectif Net zéro?**

Réponse :

La réduction des Gaz à effet de serre des énergies fossiles se conçoit globalement. L'offshore est considéré comme une énergie conventionnelle et entre dans ce périmètre.

<b>CINQUIEME ACTIONNAIRE</b>
------------------------------

Un cinquième actionnaire personnes physique, M. GOURDIN, a posé 3 questions:

- 1 question sur la justification de la facturation de frais de tenue de compte ;
- 1 question sur l'évolution du cours de l'action.

La 3<sup>ème</sup> question concernant un produit auquel il a souscrit, une réponse ad hoc lui a été adressée par le service client de l'entité concernée.

**Q1. Justification des frais de tenue de compte**

Réponse :

Les frais de tenue de compte correspondent aux frais qu'une banque prélève pour couvrir les dépenses relatives à la tenue et à la gestion d'un compte bancaire.

Ces frais financent notamment l'accès aux conseillers et la mise à jour de leur expertise, à la sécurisation de votre argent et de vos données, la lutte contre la fraude et le terrorisme, ...

Ces frais sont fixes et forfaitaires. Concernant le CADIF, dont vous êtes client, la facturation est d'un montant de 1€ par mois pour l'ensemble de ses clients non détenteurs d'une offre groupée de services (formules).

Il existe des formules qui incluent ces frais de tenue de compte et permettent au client, en fonction de ses besoins, de disposer de davantage de services.

**Q.2. Explication du cours de bourse de l'action Crédit Agricole S.A. qui reste proche de 10€ depuis des années après une entrée en bourse à 16,6 € en 2001.**

Réponse :

Crédit Agricole S.A. est entré en bourse le 14 décembre 2001. En 20 ans, cette transformation a permis au Crédit Agricole de se développer en France et à l'international, d'acquérir des sociétés pour élargir son offre et augmenter le fonds de commerce, afin de conforter le modèle de banque universelle.

Pour un actionnaire qui a souscrit à la cotation et suivi les différentes augmentations de capital, le rendement de ce placement est de l'ordre de 3,6 % par an en cumulant les dividendes annuels.

Le Groupe en tant que valeur bancaire est bien valorisé par le marché. Cette confiance se lit notamment dans le ratio Price / Tangible Book value, qui exprime l'adéquation entre notre valeur de marché et notre valeur dite « comptable ». Ce ratio est significativement plus élevé pour le Groupe CA (0,74x) que pour nos pairs (BNPP 0,59x et SG 0,39x).